

[Texte]

domestic problems facing the Soviet Union; and as Mr. Regehr and others have rightfully mentioned earlier on, there are the great events of this week in the CSCE and also in the conventional arms reduction. But at the same time—and we had some earlier discussions about threat being a combination of intent and capability—the capability is still there, unquestionably.

What the committee has to decide and what we have to decide is this: is the intent so low that you can completely discount the capability? In my judgment it is not and it is not prudent to do so. Not only can intent be changed immediately, but the people making the decisions can also change.

Most importantly, or the thing that frightens me, is that the Soviet Union has, and will have after all of the START agreements, a tremendous strategic weapon capability. I have asked the question—and the question cannot be ignored—as to what could happen to the strategic nuclear weapons of the U.S.S.R and their delivery system should there be a loss of government control of these weapons. Concern as to the likelihood of that situation arising is no more farfetched than would have been the expectation a year ago as to the rapid unification of Germany.

This, Mr. Chairman, is my response to both Mr. Brewin and to Mr. Regehr. We really cannot say it has all gone away and that it is going to be love and kisses ever after.

The next point I make is that because of the uncertainty we have as to the continuity in the Soviet Union, in one respect I am more apprehensive now than I was five years ago when it was tense but stable and we could really predict what was going to happen the day after tomorrow and the day after tomorrow and the day after tomorrow. But I do not think we can do that now. Again, I come back to the point of being prudent. Until those weapons disappear, we had better have the capability to deal with them. We may not have to have the level of readiness that we have maintained, but we certainly have to have the capability.

• 1210

More importantly, Mr. Chairman and members of the committee, when I look at the agreement I find it hard to relate some of the discussion you have already had. If you take the preamble clauses where NATO is mentioned and go just to pages 2 and 3, that is a general air defence agreement for North America that, in my argument, would pertain regardless of what happens.

There are three objectives: to assist each nation to safeguard the sovereignty of its airspace, and that will pertain *ad infinitum*; to contribute to the deterrence of an attack on North America by providing capabilities for aerospace surveillance, warning and characterization of aerospace attack and defence against air attack, and that will pertain as long as someone has these capabilities, and should deterrence fail, to ensure the appropriate response. When you look at this air

[Traduction]

désintègre, l'Union soviétique fait face à de graves difficultés intérieures et, comme M. Regehr et d'autres ont tenu à le souligner, à juste titre, on assiste cette semaine à des événements considérables reliés à la CSCE et à la réduction des armements conventionnels. Toutefois, la capacité militaire est toujours présente, c'est incontestable, et nous avons déjà dit que la menace représente en fait la conjugaison d'une intention et d'une capacité.

La question à laquelle doit donc répondre le comité est la suivante: l'intention actuelle est-elle tellement bénigne que l'on peut faire complètement fi de la capacité? À mon avis, non, et ce ne serait pas prudent. Non seulement l'intention peut-elle changer brutalement, les décideurs peuvent également être très rapidement remplacés.

Plus important encore, et ce qui m'effraie le plus, l'Union soviétique possède actuellement et possédera encore, même après la négociation d'accords de réduction des armements stratégiques, une énorme capacité en matière d'armement stratégique. J'ai demandé, et c'est une question qu'on ne peut pas escamoter, ce que pourraient devenir les armements nucléaires stratégiques de l'URSS, et leurs systèmes d'acheminement, si le gouvernement en perdait le contrôle. Envisager cette possibilité n'est pas plus aberrant que l'était, il y a un an, l'idée d'une unification rapide de l'Allemagne.

Voilà donc, monsieur le président, ce que je répons à M. Brewin et à M. Regehr. Il est impossible de dire que toute menace ait complètement disparu et qu'à partir de maintenant nous allons tous nous aimer les uns les autres.

En outre, considérant l'incertitude qui prévaut actuellement quant au maintien de la continuité politique en Union soviétique, je dois dire que j'ai aujourd'hui plus de crainte qu'il y a cinq ans, lorsque la situation était tendue, certes, mais stable, ce qui permettait de prévoir comment les choses allaient évoluer. On ne peut plus le faire aujourd'hui. Je reviens donc à la nécessité d'être prudent. Tant que ces armements ne seront pas disparus, nous ferions bien de garder la capacité d'y réagir. Il n'est peut-être pas nécessaire de se tenir aussi prêts à intervenir que par le passé, mais il est par contre indispensable de garder la capacité de le faire.

Plus important encore, Monsieur le président, j'ai du mal à établir le lien entre l'accord et certains des commentaires qui ont déjà été faits. Si on examine le préambule de l'accord, qui parle de l'OTAN, et qu'on passe aux pages 2 et 3, concernant un accord général de défense aérienne de l'Amérique du Nord, il me paraît évident que cela doit être préservé quelle que soit l'évolution ailleurs.

L'accord procède de trois objectifs: l'offre d'une aide mutuelle pour garantir la souveraineté de l'espace aérien de chaque nation, chose qui va subsister à l'infini; contribuer à dissuader toute attaque éventuelle de l'Amérique du Nord en fournissant à celle-ci la capacité d'exercer une surveillance de l'espace aérien, d'être alertée et informée sur toute attaque aérienne, et de pouvoir se défendre contre une telle attaque, objectifs qui resteront toujours importants tant que